

JEUNESSE ET ENTREPRISES

Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique

4 rue Léo Delibes – 75116 PARIS

SIREN : 344 664 917

~::~::~~

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux adhérents,

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association JEUNESSE ET ENTREPRISES relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations.

En application des articles L823-9 et R823-7 du Code de Commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à vote connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :



La note 5 – « Comptabilisation des subventions reçues » de l'annexe expose les modalités du traitement comptable des subventions dont certaines peuvent concerner plusieurs exercices ou être versées en plusieurs fois. Nos travaux ont consisté à vérifier l'application de ces modalités ainsi que les calculs qui en découlent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

ST

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

ST

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Roissy en France
Le 26 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS SECMER

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and strokes, positioned over the printed name 'Sophie JOBERT'.

Sophie JOBERT

A. Présentation de la structure

1/ La mission de l'Association Jeunesse et Entreprises

Créée en 1986, l'Association Jeunesse et Entreprises (AJE) est reconnue d'utilité publique depuis 1990.

La mission de l'association est d'accompagner les jeunes pour leur permettre de développer des compétences utiles (savoir-être, résilience, curiosité, travail en mode projet, esprit d'équipe...) à leur future insertion professionnelle et de découvrir les différents métiers de l'entreprise.

Pour conduire sa mission AJE développe une ingénierie de projets et met en place des programmes d'actions destinés à un large public – jeunes de 12 à 30 ans - qui anticipent les nouvelles tendances, tant en matière de métiers, d'organisation que de management.

AJE entretient des collaborations étroites avec le ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse (accord cadre pluriannuel). Elle bénéficie du soutien de Bpifrance pour son engagement dans le collectif Cap Créa où elle intervient au niveau de la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat.

AJE siège également dans les Comités Locaux Ecole-Entreprise (CLEE) ce qui lui permet d'adapter ses programmes aux spécificités propres à chaque bassin d'emploi.

A travers ses différents programmes d'actions, AJE a pour ambition de répondre aux enjeux d'orientation et d'insertion professionnelle tout au long du parcours scolaire, avec des actions qui visent à renforcer la confiance en soi des jeunes, les immerger dans le monde professionnel, leur permettre de découvrir et d'appréhender par eux-mêmes, les réalités de l'entreprise, ses métiers, ses enjeux, sa transformation et son fonctionnement.

Des initiatives qui participent aux politiques RSE des entreprises et qui contribuent à décrypter les attentes des jeunes vis-à-vis de l'entreprise, ainsi qu'en matière d'orientation (opération Hackathons).

Un continuum d'actions qui positionne AJE au cœur du dispositif éducatif, aux différentes étapes de l'orientation et des premiers contacts professionnels, afin d'aider les jeunes à construire leur projet professionnel, à développer leur esprit d'initiative et leur goût d'entreprendre.

En 2021, l'association a rejoint le Collectif Mentorat et s'est engagée dans le plan « 1 jeune, 1 mentor » et comptabilise quelque 2 000 binômes à fin 2024.

Un dispositif global qui participe à la construction de passerelles entre les mondes de l'éducation et de l'entreprise - particulièrement avec les filières professionnelles où les jeunes sont amenés à découvrir l'entreprise dans le cadre de leur formation (apprentissage, alternance, contrat de professionnalisation).

2/ Le Réseau Association Jeunesse et Entreprises

Pour conduire sa mission l'Association Jeunesse et Entreprises s'appuie sur une organisation en réseau, pilotée par une « tête de réseau » implantée à Paris.

La tête de réseau est constituée d'une gouvernance, très active et très impliquée, qui comprend un président et trois vice-présidents.

La gouvernance définit la stratégie globale de l'association, en lien avec les politiques publiques et les enjeux de ses partenaires.

La tête de réseau a une fonction d'impulsion, de coordination générale, elle est le garant de la cohérence des différents dispositifs déployés au sein du réseau national. Elle veille au respect des processus et à l'harmonisation des pratiques, tout en tenant compte des spécificités locales.



La tête de réseau a pour mission de :

- Mobiliser et animer son écosystème : bénévoles, institutions, entreprises, associations et partenaires,
- Concevoir et proposer des programmes d'actions visant à faire découvrir aux jeunes l'entreprise autrement, en les mettant en mode projet, en les incitant à adopter une posture entrepreneuriale
- Fédérer, engager, former ses bénévoles,
- Développer et animer son réseau afin de permettre le déploiement territorial de la stratégie nationale
- Construire et adapter les éléments de langage, la stratégie de plaidoyer pour garantir la cohérence de la communication (dissémination auprès du réseau).

La gouvernance est soutenue dans sa mission par une équipe de 4 cheffes de projets, salariées et le cas échéant par des prestataires de service et/ou alternants.

Pour déployer la stratégie de l'association, la tête de réseau s'appuie sur des représentations territoriales qui constituent le maillage historique de l'association.

Ces représentations territoriales participent à la mise en œuvre de la stratégie à la fois à travers le déploiement d'actions nationales, mais aussi par des actions locales, grâce à une parfaite connaissance de leur écosystème local.

Ce maillage historique est complété par des référents territoriaux, qui opèrent sur un territoire plus restreint, sur des zones où il n'y a pas de représentation territoriale AJE ou qui nécessitent un renfort pour des initiatives spécifiques.

Certains de ces référents territoriaux portent une expertise, dans un secteur d'activités, sur une problématique particulière ou dans le développement d'actions expérimentales et innovantes, ce qui les amène à élargir leur périmètre d'intervention et nécessite de leur part une plus grande disponibilité. Les référents sont pilotés et animés par la tête de réseau.

Ce double maillage, amorcé en 2022, est une orientation stratégique de l'association et a été renforcé au cours des deux derniers exercices, avec le maintien d'une forte dynamique de recrutement de nouveaux bénévoles et le renforcement des moyens mis en œuvre pour leur intégration et leur accompagnement au sein du réseau.

B. Le modèle économique de l'association

L'Association Jeunesse et Entreprises reste fidèle à son modèle économique qui repose sur sa capacité à rassembler des ressources humaines bénévoles et à rechercher des soutiens financiers, auprès d'entreprises, de partenaires, des administrations publiques et collectivités territoriales, pour mener à bien son projet associatif.

L'Association Jeunesse et Entreprises bénéficie de quatre sources de financement :

- La collecte annuelle du solde de la taxe d'apprentissage, à travers une campagne de communication,
- Un soutien financier de la part d'entreprises, dont les montants sont fixés d'un commun accord avec le partenaire, en fonction du mode de collaboration prévu,
- Des demandes de subvention faites chaque année auprès des ministères, Bpifrance, régions...
- Des contributions financières accordées dans le cadre des appels à projets (ministères, fondations...)

Les représentations territoriales de l'association bénéficient également de soutiens financiers directs de la part de partenaires (entreprises locales) où dans le cadre de réponses à des appels à projets (collectivités territoriales). Des moyens financiers qui viennent renforcer la capacité d'actions de l'association dans la conduite de sa mission au service des jeunes. En raisonnant sur une agrégation de tous les moyens budgétaires engagés pour la réalisation de ses objectifs, l'association dispose de près de 800 K€ pour mener à bien sa mission.

Depuis 2021, des mentors sont venus renforcer les ressources humaines d'AJE qui comptabilisent aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire près de 600 bénévoles « mobilisables ».

La force de l'association repose également sur son réseau de partenaires constitué de 1 000 entreprises - grands groupes, ETI, PME et TPE - et de 400 établissements d'enseignement.



ASSOCIATION JEUNESSE ET ENTREPRISES

BILAN 2024

(en EUROS)

ACTIF	2024			2023	PASSIF	2024	2023
	Brut	Amortis. & Dépréciations	Net				
IMMOBILISATIONS					FONDS PROPRES		
<u>INCORPORELLES</u>					RÉSERVES (Membres Fondateurs)	944,269	944,269
Marque A.J.E.	1,037	1,037	-	-	REPORT A NOUVEAU (Créditeur)	261,926	260,688
Logiciels	38,502	38,502	-	-	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	- 117,852	1,239
	39,539	39,539	-	-		1,088,343	1,206,196
<u>CORPORELLES</u>							
Installations & Agencements	41,404	41,404	-	132			
Autres Immobilisations Corporelles	60,045	58,068	1,977	2,888			
	101,449	99,472	1,977	3,020			
<u>FINANCIÈRES</u>							
Dépôts de garantie	10,000	-	10,000	10,000			
	10,000	-	10,000	10,000			
	150,988	139,011	11,977	13,020			
ACTIF CIRCULANT					FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES		
<u>CRÉANCES DIVERSES</u>					Fournisseurs	8,410	1,059
Produits à Recevoir	95,392	-	95,392	100,202	Fournisseurs - fnp	32,113	51,332
Etat - Remboursement à Recevoir	17,599	-	17,599	11,623	Autres dettes - Charges à payer	1	-
Débiteur/Créditeurs divers	1,685	-	1,685	2,378		40,524	52,391
	114,676	-	114,676	114,203			
<u>VMP & COMPTES A TERME</u>					<u>AUTRES</u>		
Crédit Lyonnais	231,108	-	231,108	200,345	Dettes Fiscales & Sociales	39,965	75,915
BNP-Paribas	421,482	-	421,482	501,482	Autres Dettes	2,185	9,974
Intérêts courus	300	-	300	2,400		42,150	85,889
	652,889	-	652,889	704,227			
<u>DISPONIBILITÉS</u>							
Crédit Lyonnais	283,600	-	283,600	500,331			
Banque BNP-Paribas	113,207	-	113,207	31,211			
Caisse	0	-	0	606			
	396,807	-	396,807	532,148			
	1,164,372	-	1,164,372	1,350,577			
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	5,668	-	5,668	879	PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	11,000	20,000
TOTAL GÉNÉRAL	1,321,029	139,011	1,182,017	1,364,476	TOTAL GÉNÉRAL	1,182,017	1,364,476



COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2024 (en EUROS)			
	2024	2023	Variation
SOUTIENS	223,326,67	244,121,73	- 20,795,06
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	143,660,00	191,000,00	- 47,340,00
TAXE APPRENTISSAGE	72,996,11	90,906,90	- 17,910,79
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	4,700,00	-	4,700,00
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	55,22	349,34	- 294,12
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	444,738,00	526,377,97	- 81,639,97
ACHATS & CHARGES EXTERNES	277,363,00	232,297,92	45,065,08
IMPÔTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILÉS	6,066,20	11,689,80	- 5,623,60
SALAIRES & CHARGES	283,854,77	286,123,10	- 2,268,33
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	1,042,71	775,74	266,97
AUTRES CHARGES	410,53	226,90	183,63
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	568,737,21	531,113,46	37,623,75
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 123,999,21	- 4,735,49	- 119,263,72
PRODUITS SUR CESSIONS DE VMP/CAT	8,000,00	6,452,24	1,547,76
REPRISES DE PROVISIONS	-	7,825,16	- 7,825,16
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	8,000,00	14,277,40	- 6,277,40
CHARGES SUR CESSIONS DE VMP	-	7,870,11	- 7,870,11
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-	-	-
IMPÔT SOCIÉTÉS (CAT)	1,853,00	433,00	1,420,00
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	1,853,00	8,303,11	- 6,450,11
RÉSULTAT FINANCIER	6,147,00	5,974,29	172,71
RÉSULTAT COURANT	- 117,852,21	1,238,80	- 119,091,01
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	452,738,00	540,655,37	- 87,917,37
TOTAL DES CHARGES	570,590,21	539,416,57	31,173,64
RÉSULTAT GÉNÉRAL	- 117,852,21	1,238,80	- 119,091,01



DÉTAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			
(en EUROS)	2024	2023	Variation
SOUTIENS	223,326,67	244,121,73	- 20,795,06
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	143,660,00	191,000,00	- 47,340,00
Subventions publiques DGEFP	9,000,00	15,000,00	- 6,000,00
Autres subventions publiques	94,160,00	143,000,00	- 48,840,00
Autres subventions	10,500,00	3,000,00	7,500,00
Subvention BPI France	30,000,00	30,000,00	-
VERSEMENTS TAXE APPRENTISSAGE	72,996,11	89,800,44	- 16,804,33
Aides & Actions	-	1,106,46	- 1,106,46
AUTRES PRODUITS	4,755,22	349,34	4,405,88
Activités annexes	4,700,00	-	4,700,00
Produits divers de gestion courante	55,22	349,34	- 294,12
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	444,738,00	526,377,97	- 81,639,97

DÉTAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION			
(en EUROS)	2024	2023	Variation
ACHATS & CHARGES EXTERNES	277,363,00	232,297,92	45,065,08
Fournitures Administratives & Petit Équipement, EDF/GDF	2,762,93	3,252,26	- 489,33
Locations & Assurances	103,402,25	96,353,97	7,048,28
Entretien-Réparation	12,354,77	7,336,37	5,018,40
Impressions, Documentations	6,032,91	4,257,17	1,775,74
Honoraires & Prestations	109,138,81	76,842,08	32,296,73
Affranchissements, Téléphone, Fax	4,230,73	4,427,65	- 196,92
Voyages & Déplacements	37,264,53	32,410,67	4,853,86
Divers (Cotisations, Dons, Frais Bancaires...)	2,176,07	7,417,75	- 5,241,68
IMPÔTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILÉS	6,066,20	11,689,80	- 5,623,60
Autres Impôts	6,066,20	11,689,80	- 5,623,60
SALAIRES & CHARGES	283,854,77	286,123,10	- 2,268,33
Salaires & Traitements (Chq Emplois Associatif, compris)	209,576,01	211,907,69	- 2,331,68
Charges Sociales	70,016,17	72,015,15	- 1,998,98
Autres Frais de Personnel (Indemnités de Transport)	4,262,59	2,200,26	2,062,33
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	1,042,71	775,74	266,97
DAA Immobilisations Corporelles	1,042,71	775,74	266,97
AUTRES CHARGES	410,53	226,90	183,63
Charges diverses gestion courante	410,53	226,90	183,63
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	568,737,21	531,113,46	37,623,75



Annexe aux comptes AJE au 31 décembre 2024

Le bilan totalise 1 182 017 €.

Le compte de résultat présente une perte de 117 852,21 €.

Les fonds propres sont constitués de Membres fondateurs pour 944 269,21 €.

L'affectation du résultat de 1 238,80 € pour l'exercice 2023 conformément à l'Assemblée Générale du 10 Décembre 2024, est affecté au compte de report à nouveau créditeur, le faisant ainsi passer à 261 926,35 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux présentés, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.



Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'association sont établis selon le Plan Comptable Général 1999.
Seules les informations d'une importance significative sont exprimées dans cette annexe.

1 - Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024, ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

3 - Immobilisations et amortissements / Provisions pour dépréciations

Immobilisations incorporelles et corporelles

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La durée d'amortissements pratiquée s'analyse comme suit :

<input type="checkbox"/> Internet.....	1 an
<input type="checkbox"/> Logiciels.....	1 an
<input type="checkbox"/> Installations et agencements.....	10 ans
<input type="checkbox"/> Matériel informatique.....	3 ans
<input type="checkbox"/> Matériel de bureau.....	5 ans
<input type="checkbox"/> Mobilier.....	10 ans

Les immobilisations financières sont dépréciées lorsque leur valeur réelle devient inférieure à leur valeur nette comptable.

4 - Comptabilisation du soutien des adhérents

Les montants des soutiens financiers de la part d'entreprises sont fixés d'un commun accord avec le partenaire, en fonction du mode de collaboration prévu.

Les soutiens sont comptabilisés à l'encaissement, et ceux non-encaissés au 31/12/2024, sont provisionnés en produits à recevoir.



5 - Comptabilisation des subventions reçues

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en comptabilité lors de leur notification à l'association. Pour les subventions accordées pour plusieurs exercices, il est constaté dans l'exercice en cours la quote-part des subventions correspondant à l'exercice, les produits concernant les périodes ou étapes d'attribution postérieures sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Pour les subventions accordées, mais non encore encaissées, celles-ci sont comptabilisées en produits à recevoir.

Pour les subventions non utilisées en totalité au cours de l'exercice auquel elles se rapportent, il est constaté une charge inscrite au compte « Engagements à réaliser sur subventions attribuées » avec en contrepartie le compte « Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement » inscrit au passif du bilan, conformément aux dispositions de la nouvelle réglementation comptable.

Au 31 Décembre 2024, il n'y a pas de fonds dédiés de constatés.

6 - Comptabilisation de la taxe d'apprentissage

La taxe d'apprentissage versée à l'association, est enregistrée en comptabilité lors de son encaissement.

Au 31/12/2024, un montant de 11 905,46 € a été comptabilisé en produits à recevoir au titre d'un encaissement reçu le 07 janvier 2025.

7 - Dettes et créances acquises

Les dettes et les créances sont présentées en comptabilité selon le principe de l'engagement.



9 - ÉTAT DES IMMOBILISATIONS (en Euros)

IMMOBILISATIONS	31/12/23	Augmentation	Diminution	31/12/24
<u>INCORPORELLES</u>				
Marques AJE	1,036,61	-	-	1,036,61
Logiciels Informatiques	38,502,32	-	-	38,502,32
<u>CORPORELLES</u>				
Agencements, Installations	41,403,95	-	-	41,403,95
Matériel de Bureau	8,497,92	-	-	8,497,92
Matériel Informatique	40,055,89	-	3,552,12	36,503,77
Mobiliers	11,491,02	-	-	11,491,02
<u>FINANCIÈRES</u>				
Dépôt de Garantie ⁽¹⁾	10,000,00	-	-	10,000,00
TOTAL	150,987,71	-	3,552,12	147,435,59

⁽¹⁾ Dépôt de Garantie de l'appartement du 4, Rue Léo Delibes

10 - ÉTAT DES AMORTISSEMENTS (en Euros)

AMORTISSEMENTS	31/12/23	Augmentation	Diminution	31/12/24
<u>INCORPORELLES</u>				
Marques AJE	1,036,61	-	-	1,036,61
Logiciels Informatiques	38,502,32	-	-	38,502,32
<u>CORPORELLES</u>				
Agencements, Installations	41,271,86	132,09	-	41,403,95
Matériel de Bureau	6,545,04	396,00	-	6,941,04
Matériel Informatique	39,121,11	514,62	3,552,12	36,083,61
Mobiliers	11,491,02	-	-	11,491,02
TOTAL	137,967,96	1,042,71	3,552,12	135,458,55



11 - DISPONIBILITES

TRESORERIE	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Crédit Lyonnais (Compte courant)	201,895,02	421,005,77	-219,110,75
Crédit Lyonnais (Livret A)	81,705,12	79,325,36	2,379,76
Crédit Lyonnais (CAT)	231,107,52	200,345,20	
BNP Paribas	113,207,18	31,210,97	81,996,21
BNP Paribas (CAT)	-	80,000,00	-80,000,00
Caisse	0,06	605,50	-605,44
Total Disponibilités	627,914,90	812,492,80	-215,340,22
Intérêts courus	300,00	2,400,00	-2,100,00
Portefeuille BNP Paribas	421,481,58	421,481,58	-
Total Placements	421,781,58	423,881,58	-2,100,00
TOTAL TRESORERIE	1,049,696,48	1,236,374,38	-186,677,90

12 - ÉCHEANCE DES CRÉANCES & DETTES

CRÉANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Immobilisations Financières (1)	10,000,00	-	10,000,00
Charges Constatées D'avance	5,667,87	5,667,87	-
État - Autres Impôts & Taxes Assimilés (2)	17,599,00	17,599,00	-
Produits à Recevoir (Détail, Page 14)	95,392,13	95,392,13	-
Débiteur Divers (Organismes sociaux)	1,684,53	1,684,53	-
TOTAL	130,343,53	120,343,53	10,000,00

(1) Les immobilisations financières, correspondent au dépôt de garantie de l'appartement du 4, rue Léo-Delibes.

(2) Ce poste concerne l'abattement de la taxe sur les salaires.

DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 an au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs & Comptes Rattachés	40,523,45	40,523,45	-	-
Personnel & Comptes Rattachés	17,567,87	17,567,87	-	-
Sécurité Sociale & Autres Organismes	19,362,26	19,362,26	-	-
État - Autres Impôts & Taxes Assimilés	3,034,85	3,034,85	-	-
Autres Dettes (Charges à payer)	2,183,77	2,183,77	-	-
TOTAL	82,672,20	82,672,20	-	-



13 - ÉTAT DES CHARGES À PAYER, PRODUITS CONSTATES D'AVANCE ET DES PRODUITS À RECEVOIR (en Euros)

CHARGES À PAYER	31/12/2024
<u>FACTURES NON PARVENUES</u>	32,113,69
	32,113,69
<u>DETTES FISCALES & SOCIALES</u>	
Congés Payés chargés	23,363,37
	23,363,37
<u>AUTRES DETTES (Charges à Payer)</u>	
Remboursements divers	2,183,27
	2,183,27
TOTAL	57,660,33

PRODUITS À RECEVOIR	31/12/2024
Subvention / Convention BPI France (Solde 2023)	9,000,00
Subvention / Convention BPI France (Solde 2024)	9,000,00
Subvention / Région Grand-Est (2023)	6,500,00
Taxe Apprentissage	11,905,46
Soutien Jardin d'Arcadie (2023)	10,000,00
Soutien Jardin PRS3 (2023)	10,000,00
Soutien La poste	6,321,00
Soutien Société Mimosa	5,635,67
Soutien Ici	490,00
Bazois Loire Morvan	1,880,00
Djepva (Solde 2024)	60,000,00
Djepva (Reversement 2023)	- 35,840,00
ASP (Aide à l'embauche)	500,00
TOTAL	95,392,13

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/12/2024
Subvention / Convention BPI France (2024/2025)	11,000,00
TOTAL	11,000,00

L'association bénéficie d'une subvention de la BPI France pour la période du 01/09/2024 au 31/08/2025 d'un montant de 30 000 €, dont 11 000 € imputable à 2025.



15 - Analyse des Produits d'Exploitation (En euros)

	Au 31/12/2024	%
Soutiens	223 326,67	50,21 %
Collecte Taxe Apprentissage	72 996,11	16,41 %
Subventions Publiques	113 660,00	25,57 %
Autres Subventions	30 000,00	6,76 %
Activités Annexes	4 700,00	1,04 %
Produits Gestion Courante	55,22	0,01 %
	444 738,00	100,00%

16 – Informations Sociales (en euros)

L'effectif moyen annuel à fin 2024 s'élève à 3,81 salariés.

17 – Autres Informations

Le montant des Honoraires du Commissaire aux comptes inscrit au compte de résultat s'élève à 6 336 € TTC.

Aucun engagement hors bilan n'est recensé au 31 décembre 2024.



18 – Contributions volontaires en nature / Bénévolat

L'association a bénéficié en 2024 de contributions volontaires en nature provenant de bénévoles, qu'elle souhaite valoriser.

Cette valorisation a été déterminée en fonction des temps passés par les bénévoles pour l'ensemble des actions menées par AJE sur l'exercice concerné qu'il s'agisse d'actions de proximité ou stratégiques, d'ingénierie de projets ou de l'animation du réseau (cf présentation de la structure)

Dans le cadre de l'évaluation de la valeur du bénévolat, il a été décidé d'appliquer une méthode forfaitaire. En effet, compte tenu de la contrainte que représenterait une saisie des temps pour les bénévoles mais aussi en raison de leur nombre et de leur répartition géographique, une évaluation réelle des heures de bénévolat serait difficile à mettre en œuvre avec un risque important de non-exhaustivité des heures.

La méthode d'évaluation forfaitaire est la suivante :

- Chaque action (actions stratégiques ou de proximité) a fait l'objet d'une évaluation du temps estimé nécessaire à sa réalisation.
- Le total des heures est obtenu en multipliant le temps estimé par action par le nombre d'actions réalisées au cours de l'exercice concerné.
- Chacune des heures passées par les bénévoles AJE est valorisée à hauteur de 50 €.

Pour l'année 2024, nous estimons que le temps passé par les bénévoles, est au moins égal au temps passé en 2023.

En effet, en 2024, les jeunes ont été accueillis pour des actions plus intenses, ce qui signifie que même si leur nombre a diminué, le temps d'attention et d'engagement des bénévoles est resté sensiblement le même qu'en 2023.

Rappel 2023 - Montants retenus pour 2024 -

Actions	Nombre d'heures de bénévoles	Valorisation des heures bénévoles
Actions stratégiques	18 221	911 050 €
Actions de proximité	5 038	251 900 €
TOTAL	23 259	1 162 950 €

